

PREFET DE LA HAUTE-MARNE

Direction départementale des territoires

Service environnement
et ressources naturelles

Bureau préservation des milieux aquatiques
et risques

ARRETE INTERPREFECTORAL N° 490 du 10 mai 2013

PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE AUX OPERATIONS
DE DRAGAGE DU CANAL ENTRE CHAMPAGNE ET BOURGOGNE

Le Préfet de la Haute-Marne,

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, Préfet de la Marne,
Officier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet de la Région Bourgogne, Préfet de la Côte d'Or,
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet de la Haute-Saône,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.123-1 à R.123-27 ;

Vu le dossier déposé en date du 22 mai 2012 par lequel Voies Navigables de France sollicite l'autorisation de
procéder aux opérations de dragage du canal entre Champagne et Bourgogne ;

Vu la décision n° E13000018/51 en date du 05/02/2013 de Monsieur le Vice-Président du Tribunal
administratif de Châlons-en-Champagne désignant Madame Josette Farina en qualité de
commissaire-enquêteur titulaire et Monsieur Christian Roulevin en qualité de commissaire-enquêteur
suppléant ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de la Haute-Marne,

A R R E T E N T :

OUVERTURE ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE :

Il sera procédé du **vendredi 5 juillet 2013** au **lundi 5 août 2013** à l'enquête publique préalable à la demande d'autorisation concernant les opérations de dragage du canal entre Champagne et Bourgogne, sollicitée par Voies Navigables de France et localisée sur les 78 communes suivantes :

Département de la Meuse :

- Ancerville

Département de la Haute-Saône :

- Louilley

Département de la Marne :

- | | |
|-------------------------|---------------------|
| • Écriennes | • Orconte |
| • Frignicourt | • Sapignicourt |
| • Luxémont-et-Villotte | • Vitry-le-François |
| • Matignicourt-Goncourt | |

Département de la Côte d'Or :

- | | |
|--------------------------|--|
| • Beaumont-sur-Vingeanne | • Maxilly-sur-Saône |
| • Blagny-sur-Vingeanne | • Montigny-Mornay-Villeneuve-sur-Vingeanne |
| • Chaume-et-Courchamp | • Oisilly |
| • Cheuge | • Pouilly-sur-Vingeanne |
| • Dampierre-et-Flée | • Renève |
| • Fontaine-Française | • Saint-Maurice-sur-Vingeanne |
| • Fontenelle | • Saint-Sauveur |
| • Lacey-sur-Vingeanne | • Saint-Seine-sur-Vingeanne |

Département de la Haute-Marne :

- | | |
|-------------------------|--------------------|
| • Autigny-le-Grand | • Humes-Jorquenay |
| • Autigny-le-Petit | • Joinville |
| • Balesmes-sur-Marne | • Langres |
| • Bayard-sur-Marne | • Longeau-Percey |
| • Bologne | • Luzy-sur-Marne |
| • Brethenay | • Marnay-sur-Marne |
| • Chamarandes-Choignes | • Mussey-sur-Marne |
| • Chamouilley | • Noidant-Chatenoy |
| • Champigny-lès-Langres | • Peigny |
| • Chanoy | • Perthes |

- Chatenay-Mâcheron
- Chatonrupt-Sommermont
- Chaumont
- Chevillon
- Choilly-Dardenay
- Condes
- Curel
- Cusey
- Dommarien
- Donjeux
- Eurville-Bienville
- Fontaines-sur-Marne
- Foulain
- Froncles
- Gudmont-Villiers
- Hallignicourt
- Heuilley-Cotton
- Poulangy
- Rachecourt-sur-Marne
- Riaucourt
- Rolampont
- Rouvroy-sur-Marne
- Saint-Dizier
- Saint-Urbain-Maconcourt
- Soncourt-sur-Marne
- Thivet
- Thonnance-lès-Joinville
- Vecqueville
- Verbiesles
- Vesaignes-sur-Marne
- Viéville
- Villegusien-le-Lac
- Vouécourt

A l'issue de l'enquête publique, cette demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau sera approuvée ou non par les Préfets des départements concernés.

Article 1 :

Madame Josette Farina est désignée en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et Monsieur Christian Roulevin en qualité de commissaire-enquêteur suppléant. Le commissaire-enquêteur siègera aux mairies des communes suivantes pour y recevoir en personne les observations du public :

- **Fontaine-Française :**
 - le vendredi 5 juillet 2013 de 14h30 à 17h30
 - le lundi 15 juillet 2013 de 14h30 à 17h00
- **Langres :**
 - le vendredi 5 juillet 2013 de 9h00 à 12h00
 - le lundi 15 juillet 2013 de 9h00 à 12h00
- **Chaumont :**
 - le mardi 9 juillet 2013 de 9h00 heures à 12h00
 - le samedi 20 juillet 2013 de 9h00 à 12h00
- **Joinville :**
 - le mardi 9 juillet 2013 de 14h30 heures à 17h30
 - le samedi 20 juillet 2013 de 14h30 à 17h30
- **Saint-Dizier :**
 - le jeudi 11 juillet 2013 de 9h00 heures à 12h00
 - le samedi 27 juillet 2013 de 9h00 à 12h00
- **Vitry-le-François :**
 - le jeudi 11 juillet 2013 de 14h30 heures à 17h30
 - le samedi 27 juillet 2013 de 14h30 à 17h30

Article 2 :

Pendant toute la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet sera déposé aux mairies suivantes et tenu à la disposition du public pendant ces heures d'ouverture, à savoir :

- **Fontaine-Française :** Du lundi au vendredi de 8 h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00
- **Langres :** Du lundi au vendredi de 9 h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
et le samedi de 9h00 à 12h00
- **Chaumont :** Du lundi au vendredi de 9 h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
et le samedi de 9h00 à 12h00
- **Joinville :** Du lundi au jeudi de 8 h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30,
le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
et le samedi de 8h30 à 12h00
- **Saint-Dizier :** Du lundi au vendredi de 8 h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
et le samedi de 9h00 à 12h00
- **Vitry-le-François :** Du lundi au vendredi de 8 h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
et le samedi de 9h00 à 12h00

Les observations sur le projet devront être consignées sur les registres à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur, et ouverts à cet effet aux mairies citées au présent article.

Elles pourront également être adressées par correspondance au commissaire-enquêteur, à la Mairie de Chaumont.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Le dossier d'enquête, quant à lui, peut être obtenu auprès de la Direction départementale des territoires de la Haute-Marne, aux frais du demandeur.

INFORMATION DU PUBLIC :

Article 3 :

Un avis relatif au présent arrêté sera publié par les soins des Préfets, au moins quinze jours avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans les départements concernés.

Cet avis sera également publié sur les sites Internet des Préfectures concernées.

Par ailleurs, l'enquête publique devra être annoncée par voie d'affiches dans les 78 communes concernées par l'opération.

Ces affiches, placardées au plus tard le lundi 17 juin 2013 par les soins des Maires, porteront en caractères apparents la nature de la demande, son emplacement, le nom du commissaire-enquêteur, ainsi que les jours et heures où celui-ci recevra les observations du public.

Le pétitionnaire procèdera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Article 4 :

Les mesures d'information du public prévues à l'article 4 s'effectueront aux frais du demandeur.

Le dossier de l'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet sera téléchargeable sur le site internet de la Direction départementale des territoires de la Haute-Marne (www.haute-marne.equipement-agriculture.gouv.fr/autres-r597.html)

CLOTURE DE L'ENQUETE :

Article 5 :

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera transmis par les Maires des communes des lieux d'enquête dans les 24 heures au commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur examinera les observations consignées ou annexées aux registres et entendra toute personne qu'il paraîtra utile de consulter. Il convoquera dans la huitaine le pétitionnaire et lui communiquera sur place les observations écrites et orales, celles-ci étant consignées dans un procès verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire-enquêteur transmettra à la Direction départementale des territoires de la Haute-Marne (Service Environnement et Ressources Naturelles) le dossier et les registres d'enquête accompagnés de son rapport et de ses conclusions motivées, dans un délai de quinze jours à compter de la réponse du pétitionnaire ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 6 :

Dès réception par la Direction départementale de la Haute-Marne, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée au pétitionnaire, auquel un délai de 15 jours sera accordé pour présenter éventuellement ses observations par écrit.

Le rapport et les conclusions seront également adressés aux mairies indiquées à l'article 3 du présent arrêté.

Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête en mairies et à la Direction départementale des territoires de la Haute-Marne.

Le rapport et les conclusions seront publiés sur les sites Internet des Préfectures concernées pendant un an.

Article 7 :

Le Préfet de la Haute-Marne,

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, Préfet de la Marne,

Le Préfet de la Région Bourgogne, Préfet de la Côte d'Or,

La Préfète de la Meuse,

Le Préfet de la Haute-Saône,

Les Maires des communes concernées par cette opération,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Madame Josette Farina, commissaire enquêteur titulaire, et à Monsieur Christian Roulevin, commissaire enquêteur suppléant.

A Chaumont, le

Le Préfet de la Haute-Marne,

Jean-Paul CELET

Le Préfet de la Région Bourgogne,

Préfet de la Côte d'Or,

*par délégation
Le directeur départemental des territoires
de la Côte d'Or*

Jean-Luc LINARD

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne,

*et par délégation
Le directeur départemental des territoires
de la Marne*

Patrick Dazin-Bourguignon

La Préfète de la Meuse,

*Pour le Préfet,
Le Greffier Béatrice,*

HUBERT COURVILLE

Le Préfet de la Haute-Saône,

*par délégation
Le secrétaire général*

Laurence SIBERTILLON